

Les effets des grandes exploitations minières sur les collectivités chiliennes



Mine de cuivre dans les Andes. (CRDI : N. McKee)

2001-03-09

par Louise Egan

L'activité minière fait partie de la culture chilienne depuis l'époque précoloniale. Mais, après que le gouvernement eut instauré des stimulants à l'investissement dans les années 1980, le paysage minier du Chili s'est radicalement transformé avec l'arrivée massive de sociétés étrangères venues explorer des gisements qui jusque-là n'avaient pas été détectés.

Le Chili s'enorgueillit d'être le premier exportateur mondial de cuivre et compte certains des plus importants producteurs de cuivre au monde. De fait, le gros de sa production minière est assuré par de grands projets d'exploitation sous contrôle étranger. Mais cet essor a fait naître de sérieuses préoccupations parmi les gens qui vivent à proximité des mines.

La réaction première

« La réaction première est toujours une opposition au projet. Et ce ne sont pas des paroles en l'air, l'histoire en dit long à ce sujet, » affirme [José Miguel Sánchez](#), économiste à la Pontificia Universidad Católica au Chili.

Grâce au financement accordé par le Centre de recherches pour le développement international (CRDI), Sánchez et une équipe de chercheurs du département d'économie de l'[Universidad de Chile](#) ont mené une étude sur les effets de trois grands projets d'exploitation minière sur les collectivités locales. Le premier portait sur la mine de cuivre d'Escondida, la plus grosse mine privée du Chili, propriété d'un consortium dirigé par la société australienne Broken Hill Proprietary. Escondida est situé dans le désert d'Atacama au nord du Chili, à 160 km de la ville d'Antofagasta. Le deuxième projet était celui de Candelaria, mine appartenant à la société étasunienne Phelps Dodge. Candelaria se trouve aussi dans la ceinture minière du nord, à 20 km de la ville de Copiapo. Enfin, les chercheurs ont étudié la mine d'or et d'argent de Fachinal que possède la société Coeur D'Alene Mines, basée aux États-Unis. Contrairement aux autres, la mine de Fachinal est située à l'extrême sud du Chili, région très peu peuplée où l'exploitation minière est rare et où l'agriculture est la principale activité économique.

De bonnes pratiques

À la grande surprise des chercheurs, ces projets contredisaient le cliché largement répandu voulant que les multinationales soient des géants impersonnels et insensibles qui ne se préoccupent ni des populations locales ni de l'environnement. Les chercheurs ont bien constaté certains effets néfastes, allant de l'appauvrissement des ressources en eau dans la région voisine des mines d'Escondida et de Candelaria à l'augmentation de la prostitution et des MTS dans une ville près de Fachinal. Mais si les sociétés minières optent pour « de bonnes pratiques », ont conclu les chercheurs, les dommages causés aux collectivités peuvent être minimisés. La réussite la plus intéressante à cet égard est la mine d'Escondida dont les responsables entretenaient de bonnes relations de travail avec les scientifiques locaux et réagissaient promptement à toute allégation de pollution ou de danger pour la faune avancée dans des études d'évaluation.

Sánchez, ainsi que l'économiste Veronica Kunze et l'anthropologue [Julio Castillo](#), ont conclu que les relations relativement saines entre les grandes sociétés minières et les collectivités locales étaient surtout attribuables à l'existence de lignes directrices internes définies dans l'énoncé de mission, les normes et les procédures de chaque société — lignes directrices que tous les employés sont tenus de respecter scrupuleusement.

Un modèle général

« Dans tous les cas, nous avons constaté l'existence d'un modèle général, ou une conception partagée, qui répond à une mission particulière, » explique Castillo. Cette pratique de définir « la façon correcte de faire les choses », ajoute-t-il, n'existe pas dans la majorité des petites mines de propriété locale.

Ce modèle général, qui prévaut quel que soit le contexte local, façonne la manière dont la société interagit avec la collectivité. Il fixe également des normes environnementales qui, souvent, sont supérieures aux lois locales. Ainsi, l'énoncé de mission de la mine d'Escondida stipule que la société doit tenir les autorités locales continuellement au courant des dangers que l'exploitation pourrait entraîner pour l'environnement. Les dirigeants des mines d'Escondida et de Candelaria avaient tous deux fait effectuer des études d'impact avant même que la loi chilienne ne l'exige. Et ils ont instauré des technologies moins polluantes dans leurs usines de traitement.

Les relations communautaires

Les chercheurs ont remarqué un second ensemble de « bonnes pratiques », cette fois dans la stratégie des affaires extérieures d'une société, soit dans ses rapports avec la collectivité. Dans les régions où sont situées les mines d'Escondida et de Candelaria, les membres de la collectivité sont persuadés que les importantes retombées économiques de l'exploitation minière resteront dans la région immédiate malgré la propriété étrangère des mines. Les chercheurs attribuent cette conviction à l'engagement pris par les sociétés d'acheter dans la localité et d'embaucher des gens de la région. Par exemple, 80 % des 2 000 employés permanents de la mine d'Escondida et 82 % des 860 employés de celle de Candelaria sont de la région.

En outre, les trois mines ont pour politique de donner la préférence aux fournisseurs locaux, chaque fois que cela est possible. Cependant, bien des fournisseurs locaux estiment que leur part des achats de la société minière pourrait être plus élevée. Ils doivent souvent subir la concurrence de fournisseurs de l'extérieur, soit de la métropole ou de l'étranger, qui sont mieux préparés pour répondre aux normes de qualité et de sécurité qu'exige la compagnie. Aussi les chercheurs recommandent-ils que les sociétés minières — comme celle qui exploite la mine d'Escondida — aident les fournisseurs locaux à améliorer la qualité de leurs produits.

Le développement régional

Un autre aspect fondamental que les sociétés minières devraient comprendre, font valoir les chercheurs, est l'importance qu'attachent les collectivités locales à toute contribution permanente au développement régional. C'est le cas en particulier des régions qui ont une longue expérience de l'exploitation minière et où l'enthousiasme quant aux retombées économiques d'un nouveau projet minier est tempéré par la certitude qu'un jour ou l'autre toutes les mines finissent par fermer.

Dans la collectivité où elle est établie, la direction de la mine d'Escondida a fondé un organisme caritatif sans but lucratif afin d'appuyer des projets éducationnels, de promotion de la santé et de développement technologique. Elle a ainsi pu faire profiter la collectivité d'avantages durables, plus que les autres sociétés minières qui, elles, se sont concentrées sur des activités économiques dont les délais étaient limités à la durée de vie productive de la mine.

Des attentes irréalistes

Le cas de la mine de Fachinal souligne un troisième aspect des « bonnes pratiques » que les sociétés se doivent de prendre en compte. La population de cette localité n'avait jamais connu d'exploitation minière. Selon les statistiques du gouvernement, 61 % des membres de la collectivité vivent dans la pauvreté et, dans leur désir d'en sortir, ils ont nourri des attentes irréalistes quant aux avantages économiques qu'ils pourraient tirer de la mine.

« La mine de Fachinal a été vue comme une planche de salut, » déclare Sánchez. Mais les retombées réelles ont été beaucoup moins importantes à cause, notamment, de la taille relativement petite de la mine, de la chute de la valeur monétaire de l'or et des contrats que les propriétaires de la mine ont conclu avec des entreprises de l'extérieur de la région pour l'approvisionnement en vivres et d'autres services.

Pour remédier à ce problème, les chercheurs recommandent que les sociétés minières se familiarisent le plus possible avec la structure socio-économique d'une collectivité avant de s'y installer. Elles pourraient, par exemple, y envoyer des spécialistes des affaires socio-culturelles et du développement communautaire afin de mieux comprendre la culture, les croyances et les besoins de la collectivité.

Louise Egan est une journaliste pigiste basée à Santiago.

Renseignements

José Miguel Sánchez, directeur de projet, professeur agrégé d'économie, Instituto de Economía, Facultad de Ciencias Económicas y Administrativas, Pontificia Universidad Católica de Chile, Vicuña Mackenna 4860, Macul, Casilla 76, Correo 17, Santiago, Chili; tél. : (+562) 686.43.18 ou 686.43.07; télec. : (+562) 553.23.77; courriel : jsanchez@volcan.facea.puc.cl

Julio Castillo, expert conseil indépendant (anthropologue), José Arrieta 9759 I, Peñalolén, Santiago, Chili; tél./télec. : (+562) 292.98.41; courriel : juliocastillo@entelchile.net